



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



Nouakchott @ 10 @ نواكشوط

Forum de haut niveau sur le pastoralisme

Nouakchott, du 06 au 08 novembre 2024

NOTE TECHNIQUE

**Renforcement des capacités des acteurs
du pastoralisme : une grande diversité d'actions
et quelques premiers éléments d'un bilan à consolider**



Table des matières

- 1. **Un master en pastoralisme : une formation innovante pour les jeunes cadres acteurs du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel 5**
- 2. **Des formations en santé animale : renforcer les capacités des services vétérinaires 7**
- 3. **Des actions de renforcement de capacités dans la gouvernance des ressources pastorales 8**
- 4. **Des actions de renforcement de capacités dans la sécurisation foncière (CTFD) 9**
- 5. **Des formations spécialisées sur la sensibilité et la prévention des conflits (SPC) avec le PASSHA..... 10**
- 6. **Des thèses sur les thématiques de l'élevage pastoral 12**

NOTE TECHNIQUE :

Renforcement des capacités des acteurs du pastoralisme : une grande diversité d'actions et quelques premiers éléments d'un bilan à consolider

La présente note tente une synthèse des travaux de renforcement des capacités des acteurs du pastoralisme en lien avec les Déclarations de N'Djaména et de Nouakchott 2013.

La compilation des informations dans ce domaine est particulièrement difficile car les données sur les activités de renforcement des capacités sont nombreuses et éparses. Pour cette raison, cette note constitue un document provisoire qui ne prend en compte que quelques-uns des projets régionaux, de très grandes actions de renforcement des capacités conduites par les projets nationaux, par les organisations professionnelles et les nombreuses ONG.



Les messages-clés :

- La conception et l'organisation du master pastoralisme destiné à doter les institutions nationales publiques et professionnelles de jeunes cadres formés aux connaissances les plus récentes produites sur les systèmes pastoraux constitue une innovation à travers sa démarche de conception impliquant des services techniques, des universitaires mettant en œuvre une formation similaire, des organisations de la société civile travaillant dans le domaine du pastoralisme. L'ouverture de la formation aux pays côtiers est aussi un acquis important alors qu'elle était initialement destinée aux pays sahéliens. L'évolution du curriculum de la formation à travers des enquêtes post-formation des diplômés et l'organisation d'ateliers de relecture afin de prendre en compte les résultats des enquêtes ainsi que de la problématique des pays côtiers en fait un module évolutif remarqué et utile.
- En matière de sécurisation du foncier agro-pastoral, des formations spécifiques ont été développées auprès de différents groupes d'acteurs dans différents pays d'Afrique de l'Ouest (responsables d'organisations paysannes et d'éleveurs, élus locaux, responsables de l'administration, acteurs de la justice, etc.) afin de renforcer leur connaissance des cadres juridiques et des pratiques foncières locales. Le Comité Technique Foncier et Développement a ainsi accompagné les initiatives de ses partenaires organisés en plateformes ou cadres de concertation dans les pays pour favoriser leur contribution aux processus de dialogue politique (formations, concertations à la base, appui à la formulation de propositions, ateliers, etc.)
- Le renforcement des capacités devrait aussi cibler les pasteurs eux-mêmes et en particulier les jeunes. Pour cela on devrait investir dans l'élaboration de programmes de formation professionnelle des jeunes éleveurs permettant de croiser les connaissances de la recherche et les connaissances des pasteurs.
- Une démarche mérite d'être initiée vers les universités et réseaux de formations délivrant déjà des apprentissages sur les thématiques de gouvernance foncière pour intégrer les nécessités de sécurisation du foncier pastoral dans leur curricula. C'est une approche intermédiaire dans l'attente de disposer d'un réseau de formations robustes dédiées au pastoralisme.

Quelques expériences diversifiées à capitaliser

1. Un master en pastoralisme : une formation innovante pour les jeunes cadres acteurs du pastoralisme
2. Des formations en santé animale : renforcer les capacités des services vétérinaires (PRAPS)
3. Des actions de renforcement de capacités dans la gouvernance des ressources pastorales (PEPISAO)
4. Des actions de renforcement de capacités dans la sécurisation foncière (CTFD)
5. Des formations spécialisées sur la gestion et la prévention des conflits avec le PASSHA
6. Des thèses sur les thématiques de l'élevage pastoral

Thème	Financement / Université	Statut
Les systèmes pastoraux sahéliens à l'épreuve de l'aménagement national du territoire : enjeux et perspectives d'un entre-deux entre besoin de mobilité et sécurisation locale des ressources naturelles. L'exemple du Sénégal	PRAPS-2 Université Gaston Berger, Saint Louis, Sénégal, en partenariat avec le Cirad.	En cours
Caractéristiques d'exploitation et variabilité génétique du mouton (<i>Ovis aries</i>) peul en zones sahélienne et soudanienne du Tchad	DESIRA-ACCEPT Université de Dschang	Thèse soutenue en 2024
Transhumants Ouled Rachid et gouvernance des ressources naturelles du Fitri au centre du Tchad	DESIRA-ACCEPT Université Abdou Moumouni, Niamey Niger	Thèse soutenue en 2024
Dynamiques des élevages camélins face aux changements climatiques en zone périurbaine de N'Djaména et de Fitri au Tchad.	DESIRA-ACCEPT Institut SupAgro, Montpellier (France)	Soutenance prévue en décembre 2024
Improving access to water for agro-pastoralists and pastoralists by subsurface dams in alluvium in the provinces of Guéra	DESIRA-ACCEPT Kordofan University (Sudan)	En cours
Cartographie, géoréférencement et valorisation dynamique des coproduits et sous-produits agroindustriels utilisés sous forme de blocs nutritionnels au Barh Kôh (Tchad).	DESIRA-ACCEPT Université Abomey Calavi (Bénin)	En cours
Utilisation de l'information satellitaire pour le suivi et l'évaluation des ressources pastorales : évaluation comparative de l'impact des services d'information dédiés aux éleveurs sur les pratiques de l'élevage transhumant	PREDIP Centre Agrhymet	En cours
Complémentarité drone-satellite pour améliorer l'évaluation des ressources pastorales en zone pastorales en zone sahélienne	PREDIP Centre Agrhymet	En cours



6. Des thèses sur les thématiques de l'élevage pastoral

Depuis les dix dernières années, au vu des difficultés de financement dans l'enseignement supérieur, une dimension recherche a été progressivement intégrée aux programmes et projets dédiés au pastoralisme. De cette dynamique a émergé un vivier de chercheurs et praticiens qui, une dizaine d'années plus tard, sont insérés dans les sphères de décisions régionales et nationales. Les consortiums régionaux et multilatéraux de chercheurs ont mené des programmes de recherche qui ont contribué à produire des connaissances sur la pratique du pastoralisme, ses contraintes et ses potentialités.

Les données ci-dessous résultent des derniers projets de recherche en thèse – notamment ceux supportés par le PRAPS-2, le PREDIP et ACC

Thème	Financement / Université	Statut
Quelle efficacité sur le terrain de la stratégie combinée Vaccination, traitement pour le contrôle et l'éradication de la Péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) dans le contexte sahélier ?	PRAPS-2 Université de N'Djaména ; Institut de recherche en élevage pour le développement	En cours
Evaluation des émissions de méthane entérique de différentes catégories de race locale de ruminants au pâturage pendant les différentes saisons de l'année au Sahel	PRAPS-2 Centre International de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (CIRDES, Bobo-Dioulasso)	En cours
Evaluation de la qualité nutritionnelle et des performances technico-économiques des aliments de bétail commercialisés et des rations à base de fourrages cultivés au Sénégal	PRAPS-2 Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar Laboratoire d'alimentation et de nutrition animale, EISMV, Dakar	En cours
Evaluer l'efficacité du recyclage de l'azote et du phosphore par le bétail des éleveurs pastoraux et agropastoraux : impact sur la productivité des cultures et des parcours à l'échelle territoriale, voies de l'intensification agro-pastorale.	PRAPS-2 Université Abdou Moumouni à Niamey, et Université Dan Dicko Dankoulodo à Maradi.	En cours
Ingénierie des modèles informatiques pour comprendre la multifonctionnalité de l'élevage pastoral et réaliser l'évaluation multicritère de la contribution socio-économique du PRAPS aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et à la résilience des ménages agropastoraux dans les écosystèmes sahéliers	PRAPS-2 École Doctorale des Sciences et Technologies du Mali (EDSTM)	En cours
Transhumance transfrontière le long des couloirs du PRAPS et contribution au dialogue et à l'économie des pays du Sahel, cas de la région de Maradi au Niger	PRAPS-2 Université Abdou Moumouni Département de géographie, FLSH	En cours

1. Un master en pastoralisme : une formation innovante pour les jeunes cadres acteurs du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le Master en Pastoralisme (MP) a été lancé au Centre Régional AGRHYMET, le 5 février 2017 au CRA grâce à un appui du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) financé par la Banque Mondiale et qui couvre six pays du CILSS : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

Le PRAPS est une émanation de la Déclaration de Nouakchott, suite au forum de haut niveau sur le pastoralisme organisé à Nouakchott en octobre 2013 sous l'égide du gouvernement de la République Islamique de la Mauritanie, la Banque Mondiale, le CILSS et les organisations d'intégration régionale comme la CEDEAO et l'UEMOA.

Le Master en Pastoralisme vient en appui aux objectifs du PRAPS qui vise à renforcer la résilience des

populations pastorales et agro-pastorales dans sa zone d'interventions. Les objectifs pédagogiques du Master en Pastoralisme sont de

- (i) former un nouveau type de professionnels du développement capable d'appréhender toute la complexité du pastoralisme ;
- (ii) accroître progressivement le nombre de pastoralistes sahéliers compétents en mesure de prendre en charge les nouveaux défis du pastoralisme.

L'originalité du Master en Pastoralisme réside dans son approche transversale, systémique, pluri et interdisciplinaire.



Entre 2021 et 2023 ce sont 129 jeunes diplômés qui ont été formés au Master pastoralisme. Les plus grands effectifs de diplômés se retrouvent au niveau du Burkina Faso (29), du Niger (22), du Sénégal (19). Les effectifs élevés des diplômés du Burkina Faso et du Sénégal s'expliquent par le financement de ces deux pays de la promotion 2021-2022 dans le cadre du PDPEs et qui était constituée de 15 étudiants dont 10 du Burkina Faso, 4 du Sénégal et d'un étudiant privé du Mali. En plus du financement par les projets, le Niger a bénéficié de la prise charge supplémentaire de deux étudiants par l'UEMOA et d'un étudiant privé.

Pays	Année académique						Total
	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	
Bénin			2	2			4
Burkina Faso	4	4	3	2	10	6	29
Côte d'Ivoire			2	1			3
Mali	4	4	3	1	1	4	17
Mauritanie	3	4	2			2	11
Niger	4	6	3	3		6	22
Sénégal	4	4	3		4	4	19
Tchad	4	4	3			4	15
Togo			1	1			2
Cameroun			4	3			7
Total	23	26	26	13	15	26	129

Le Master en Pastoralisme constitue une innovation importante pour le renforcement des capacités des acteurs du pastoralisme :

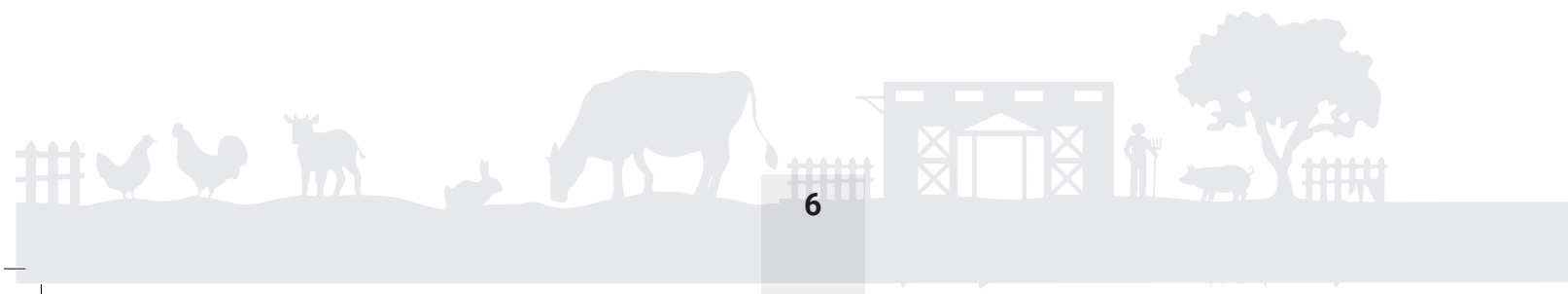
- la démarche de sa mise en place notamment le financement d'une consultation pour l'élaboration du contenu de la formation, la validation de ce contenu en présence de services techniques, des universitaires mettant en œuvre une formation similaire, des organisations de la société civile travaillant dans le domaine du pastoralisme ;
- l'ouverture de la formation aux pays côtiers alors qu'elle était initialement destinée aux pays sahéliens ;
- l'évolution du curriculum de la formation à travers des enquêtes post-formation des diplômés et l'organisation d'ateliers de relecture afin de prendre en compte les résultats des enquêtes ainsi que de la problématique des pays côtiers ;
- le financement sans discontinuité de la formation grâce à la synergie entre les projets mis en œuvre par le CILSS, notamment les PRAPS 1 & 2, le PREDIP, le PDEPS ;
- l'accréditation de ce Master par le CAMES.

Les résultats des enquêtes post formations ont montré globalement une très bonne insertion des diplômés. En effet, sur les 129 étudiants formés au cours de 2017 à 2023, 90 % ont trouvé un emploi dont 51 % au niveau des ministères principalement en charge de l'élevage et 22 % au niveau des projets, des ONG et même du Système des Nations Unies.

La reconnaissance du Master en Pastoralisme par le CAMES en 2020 a permis à six diplômés de s'inscrire en thèse de Doctorat.

Le Master en Pastoralisme est donc un exemple de succès. Cette formation reconnue dans la région mérite d'être pérennisée en poursuivant les réflexions sur les stratégies de sa durabilité. Dans ce sens il serait intéressant de renforcer le dispositif des stages de Master des étudiants en collaboration avec les institutions d'accueil et de renforcer les aptitudes des étudiants en management pour leur assurer des passerelles vers les opportunités professionnelles dans le privé.

Les retombées des formations sur la boîte à outils SPC a été bénéfique pour le PRAPS-1 en ce sens qu'il n'a quasiment pas été recensé de conflits majeurs lors de l'implantation des infrastructures dans les 6 pays PRAPS et 3 pays RPLRP. Justement parce qu'elle était intimement liée à ces deux projets sous-régionaux, l'utilisation des outils SPC ne s'est pas ensuite généralisée. Ils ont constitué néanmoins des canevas de collecte de données pour la rédaction de mémoire de Master au Centre Agrhymet et une base pour le développement d'autres outils par certains autres projets comme les outils d'aide à la décision (OAD) du projet DESIRA-ACCEPT (Tchad, 2019-2024) : <https://accept-tchad.org/> Un réseau de 17 comités d'entente et de médiation (CEM) ont été formés sur ces OAD.



5. Des formations spécialisées sur la sensibilité et la prévention des conflits (SPC) avec le PASSHA

L'objectif à court terme de la boîte à outils développée est de permettre d'assurer qu'une intervention (PRAPS ou autre projet, programme, etc.) en zone pastorale sahélienne prenne en compte la sensibilité aux conflits et renforce la stabilité/cohésion sociale durant ses phases de planification, d'exécution et d'évaluation.

En 2017, les formations du PRAPS ont été réalisées avec des résultats très satisfaisants. La pertinence des outils SPC a été unanimement appréciée surtout à cette période où les PRAPS-pays sont en phase d'ingénierie sociale. La formation est ponctuée d'une visite de terrain au cours de laquelle les participants expérimentent la boîte à outils puis restituent l'analyse du contexte et des acteurs ainsi que la liste de vérification.

Dans le cadre de la synergie enclenchée par le CILSS entre ses projets régionaux et sous l'égide du PRA/SA-LCD-POP-DEV, le second round de formation sur les outils SPC est élargi aussi bien au niveau des pays qu'au niveau régional aux équipes du P2RS (projet financé par la BAD sur la résilience).

Cette logique fonde aussi le séminaire organisé au profit des étudiants du Master Pro en Pastoralisme

au Centre AGRHYMET. Au vu de l'engouement des étudiants pour la thématique, la coordination de cette formation a d'ores et déjà inscrit les modules sur la SPC dans le curriculum pour l'année académique 2018.

Un document structurant l'offre de formation a été approuvée par l'équipe du projet pour permettre au CILSS de proposer aux partenaires et clients intéressés par la formation en SPC de disposer d'une base de planification et de négociation sur les implications opérationnelles.

La PASSHA-CILSS a misé aussi au cours des formations PRAPS-pays sur une large communication autour des résultats du projet dans la presse écrite et audio-visuelle des pays.

L'IGAD a accueilli la formation des formateurs (Spécialistes Sauvegardes Environnementales et Sociales) du RPLRP et du PRAPS sur l'approche SPC du 02 au 06 octobre 2017 à Naivasha au Kenya. L'apprentissage sur les outils a été renforcé auprès de ces experts personnes-ressource pour la poursuite du processus SPC au sein du PRAPS et du RPLRP même après la fin du PASSHA

Activités de formation	Dates	Nombre Participants	Femmes	Membres O P	Elus Communaux
Formation des étudiants en Master Pro en Pastoralisme du Centre AGRHYMET, Niamey	19-21 juin 2017	24	4	0	
Formation du PRAPS-Sénégal sur la boîte à outils SPC, Dakar	7-11 août 2017	16	3	0	
Formation du PRAPS-Mali sur la boîte à outils SPC, Bamako	14-18 août	19	5	2	1
Formation complémentaire du PRAPS-Mali sur la boîte à outils SPC, Ségou	21-25 août 2017	25	1	2	1
Formation du PRAPS-Burkina sur la boîte à outils SPC, Ouagadougou	18-22 septembre	20	3	0	
Formation du PRAPS-Tchad sur la boîte à outils SPC, Ndjamena	25-29 septembre	20	1	0	
Formation des experts SES du PRAPS et du RPLRP, Naivasha, Kenya	2-6 octobre (participants venus du Sahel)	17	2	0	

2. Des formations en santé animale : renforcer les capacités des services vétérinaires

Les rapports d'évaluation de la performance des services vétérinaires (PVS) et d'analyse des écarts produits par les experts de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA) après leurs missions dans les pays bénéficiaires du PRAPS, soulignent que les ressources humaines disponibles ne permettent pas une prise en charge correcte des missions régaliennes de santé animale et de santé publique vétérinaire. Tenant compte de ces problèmes et des ambitions politiques affichées par les pays pour le secteur de l'élevage, notamment l'éradication de la PPR à l'horizon 2030, des actions importantes ont contribué au renforcement des capacités des Services vétérinaires par le biais de la formation continue des agents de tous les pays bénéficiaires du PRAPS.



Des formations diplômantes

Avec les formations diplômantes dont 47 vétérinaires et 10 maters formés par le PRAPS-1, 94 étudiants en formation doctorale et 11 inscrits en maters, les formations régionales dont 241 personnes cadres sur les techniques de haut niveau (diagnostic de la PPR et PPCB, séro-monitoring, contrôle de qualité

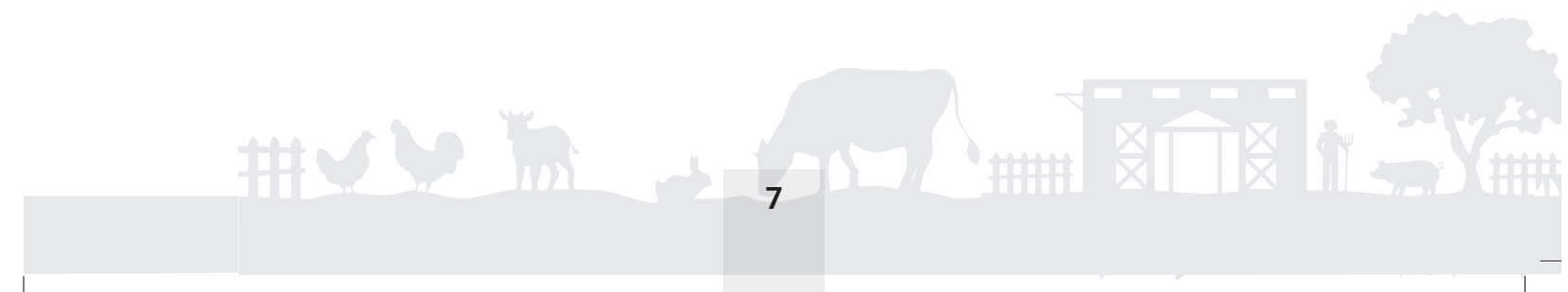
des vaccins, antibiorésistance, etc. et les formations continues en utilisant le manuel à l'usage du personnel de la santé animale produit au cours du PRAPS-1 à travers la Coordination technique à l'OMSA, les Services vétérinaires sont outillés pour encore mieux lutter et maîtriser des pathologies animales en vue de la prospérité économique des pasteurs et agropasteurs.



Des formations continues non diplômantes organisées au profit des agents des Services vétérinaires

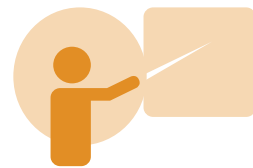
Concernant les formations régionales réalisées, une planification adoptée par les pays a été suivie. A la fin de la première phase du projet, 13 formations étaient réalisées et chacune a conduit à l'élaboration de feuilles de route dont la mise en œuvre était suivie. Pour la deuxième phase qui est en cours, 5 sessions ont été tenues.

Au total, ce sont 340 agents dont 21% de femmes qui ont été formés dans le domaine de la santé animale par ce projet.



3. Des actions de renforcement de capacités dans la gouvernance des ressources pastorales

Les conflits entre usagers des ressources naturelles constituent une préoccupation majeure dans les pays sahéliers et en Afrique de l'Ouest. Tous les projets régionaux ont développé plusieurs initiatives pour minimiser leur occurrence des conflits. En effet, afin de contribuer à une meilleure gouvernance des ressources naturelles, des actions d'appropriation de la réglementation sur le foncier pastoral et les enjeux liés à la mobilité pastorale ont été menées par plusieurs projets régionaux du CILSS, de la CEDAEO, de l'UEMOA, et d'autres acteurs à la base. Ces actions de renforcement de la capacité ont été menées dans la quasi-totalité des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.



Au total, entre 2019 et 2023, on a noté :

La formation et la sensibilisation de trois cent quarante (340) acteurs judiciaires (magistrats, avocats, huissiers, greffiers, notaires) et 80 agents des forces de défense et de sécurité des zones transfrontalières impliquant le Burkina Faso, le Mali, le Togo, le Bénin, le Niger, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Nigeria sur les enjeux, les défis et les modes de règlements des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles. A l'issue de ces formations, certains magistrats se sont mués en points focaux nationaux des opérations visant à mieux faire connaître les défis et les enjeux des systèmes d'élevage mobiles dans leur pays

L'élaboration et mise à l'échelle de plusieurs outils (guides, modules de prévention gestion et transformation de conflits, posters, affiches, brochures) tant au niveau régional par les institutions

inter gouvernementales, que national à travers les organisations professionnelles d'agriculture et d'élevage ;

La formation et la sensibilisation de plus de 125 journalistes dont 25% de femmes des radios communautaires et nationales provenant de quatorze (14) pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel notamment du Bénin, Togo, Ghana, Niger, Nigéria, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Gambie, Mali, Sénégal, Mauritanie, Libéria et Sierra-Leone, sur la communication sensible aux conflits liés à la mobilité pastorale. Cette activité a été réalisée au cours de la période 2018 à 2023 par certains projets régionaux comme le PEPISAO et le PRAPS ;

Les actions de sensibilisation et de formation ont touché plus de 400 personnes lors des concertations régionales et plus de 2 500 lors des semaines pastorales organisées dans les zones transfrontalières.

4. Des actions de renforcement de capacités dans la sécurisation foncière (CTFD)

Le Comité technique « Foncier & Développement » rassemble un réseau d'experts et d'acteurs impliqués sur les questions relatives à la gouvernance foncière. Il a pour mission de produire des connaissances visant à améliorer la compréhension des dynamiques à l'œuvre sur les territoires, éclairer les décisions et alimenter le dialogue de politique publique dans les pays.

Il anime un **Portail** disposant de nombreuses ressources, ainsi que de plateformes digitales permettant de les diffuser largement. Il soutient des travaux de recherche, des études, des capitalisations d'expériences locales intéressantes, coordonne l'élaboration de **fiches pédagogiques** sur les grandes problématiques foncières, afin de faire partager au plus grand nombre, dans un langage simple et accessible, quelques questions-clés.

Le Comité a aussi soutenu des formations auprès de différents groupes d'acteurs dans différents pays d'Afrique de l'Ouest (responsables d'organisations paysannes et d'éleveurs, élus locaux, responsables de l'administration, acteurs de la justice, etc.) afin de renforcer leur connaissance des cadres juridiques et des pratiques foncières locales. Il accompagne les **initiatives de ses partenaires** organisés en plateformes ou cadres de concertation dans les pays pour favoriser leur contribution aux processus de dialogue politique (formations, concertations à la base, appui à la formulation de propositions, ateliers, etc.).

Le Comité a aussi conçu le **MOOC « Foncier & Développement »** accessible gratuitement aux acteurs professionnels et étudiants.

Sécuriser le foncier agro-pastoral et prévenir les conflits agro-pastoraux en Afrique du Centre et de l'Ouest

COLLOQUE RÉGIONAL
N'Djaména, 23 - 25 novembre 2021